Commission européenne

BUDGET DE L'UE POUR L'AVENIR

#EUBudget #EURoad2Sibiu #FutureofEurope

Décembre 2018

OUVRIR LA VOIE VERS UN BUDGET MODERNE, ÉQUILIBRÉ ET ÉQUITABLE

'Les dirigeants se sont mis d'accord sur les priorités de l'Union. Nous devons veiller à ce que ces priorités soient dotées de financements suffisants dans le prochain budget à long terme afin qu'elles se concrétisent. Je suis encouragé par l'ampleur des avancées réalisées jusqu'ici. Sur la base de ces avancées, le moment est venu pour les dirigeants de fournir les orientations politiques nécessaires qui ouvriront la voie à un accord rapide sur le prochain budget à long terme.'

Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne.

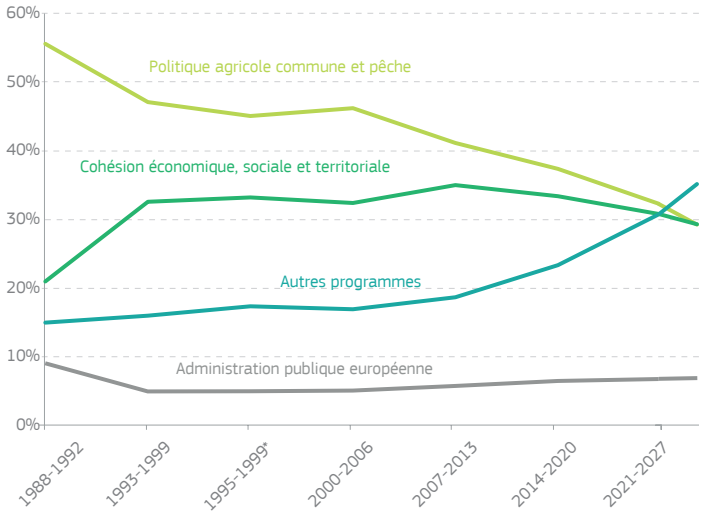
'Grâce à l'excellent travail accompli par les présidences bulgare et autrichienne, des progrès sans précèdent ont déjà été accomplis lors des négociations sur le prochain budget à long terme de l'UE. En parallèle, les travaux du Parlement européen ont eux aussi progressé. Faisons en sorte de maintenir cette dynamique et de réaliser de nouvelles avancées sur la base des orientations politiques que fournira le Conseil européen dans le courant du mois.'

Günther H. Oettinger, commissaire chargé du budget et des ressources humaines.

UN BUDGET MODERNE ET ÉQUILIBRÉ

Face à l'immensité des défis et des opportunités qui se présentent, l'Union à 27 a besoin d'un budget qui l'aidera à agir efficacement dans tous les domaines prioritaires. Conformément à l'agenda politique défini par les dirigeants à Bratislava et à Rome, le budget doit offrir des réponses concrètes aux défis que constituent l'évolution technologique et démographique et le changement climatique. Il devrait montrer que l'Union est prête à se protéger contre de nouvelles menaces pour sa sécurité et contre l'instabilité géopolitique et qu'elle continuera à investir dans la croissance économique durable et la cohésion sociale et territoriale.

Les propositions de la Commission visent à moderniser le budget par un soutien financier accru dans les secteurs clés. Pour la première fois, la Commission a proposé que la majeure partie du budget soit allouée à des programmes tels qu'Erasmus, Horizon Europe, Europe numérique, Gestion des frontières et Sécurité. La politique de cohésion et la politique agricole commune continuent quant à elles de bénéficier d'aides importantes.



Parmi les autres programmes figurent, par exemple:

- Horizon Europe
- Programme pour une Europe numérique
- Programme du marché unique
- Erasmus
- Fonds «Asile et migration»
- Fonds pour la sécurité intérieure
- Fonds européen de la défense
- Instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale...

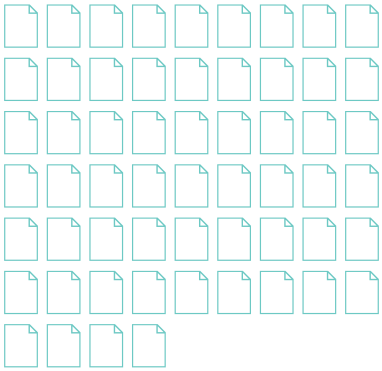
Comme l'a proposé la Commission, il sera essentiel pour la crédibilité du nouveau budget à long terme de trouver le **juste équilibre** entre ces grands secteurs de dépenses que sont les politiques agricole et maritime, la politique de cohésion et les autres programmes, qui seront si cruciaux pour l'avenir de l'Europe.

UN BUDGET PLUS SIMPLE ET PLUS TRANSPARENT

Les parties prenantes ont fortement encouragé la Commission à simplifier et rationaliser le budget, et cette dernière, dans ses propositions, a donné suite à cette demande. Le nombre de programmes a été réduit de 58 à 37. Les nouveaux programmes rationalisés, dans des domaines stratégiques tels que l'action extérieure et le marché unique, feront en sorte que les investissements issus du budget de l'UE soient plus visibles et mieux ciblés, ce qui contribuera également à exploiter pleinement les synergies entre les différents programmes de l'UE.

La structure existante du cadre financier pluriannuel comprend 58 programmes

58



Nouveaux programmes ou instruments dans la nouvelle proposition

37

Le Conseil européen devrait confirmer le principe d'un budget **plus simple et rationalisé**, qui s'inscrit dans l'architecture et les programmes simplifiés proposés par la Commission.

UN BUDGET PLUS FLEXIBLE

Le besoin de flexibilité dans le budget n'a jamais été plus évident qu'aujourd'hui. Dans un monde soumis à de fortes turbulences, il est impossible de prévoir où l'UE devra intervenir en 2027. La flexibilité est donc un élément important du prochain budget de l'UE.

Qu'a apporté la flexibilité jusqu'à présent ?

- **196 millions €** pour la réinsertion sur le marché du travail de travailleurs déplacés ;
- **5,6 milliards €** supplémentaires entre 2015 et 2018 pour faire face à la crise des réfugiés à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union ;
- **1,6 milliard €** aux régions de 16 États membres touchées par des catastrophes naturelles et **1,5 milliard €** pour veiller à ce que l'UE puisse offrir une aide humanitaire adéquate aux pays touchés par des conflits ou des crises sanitaires.

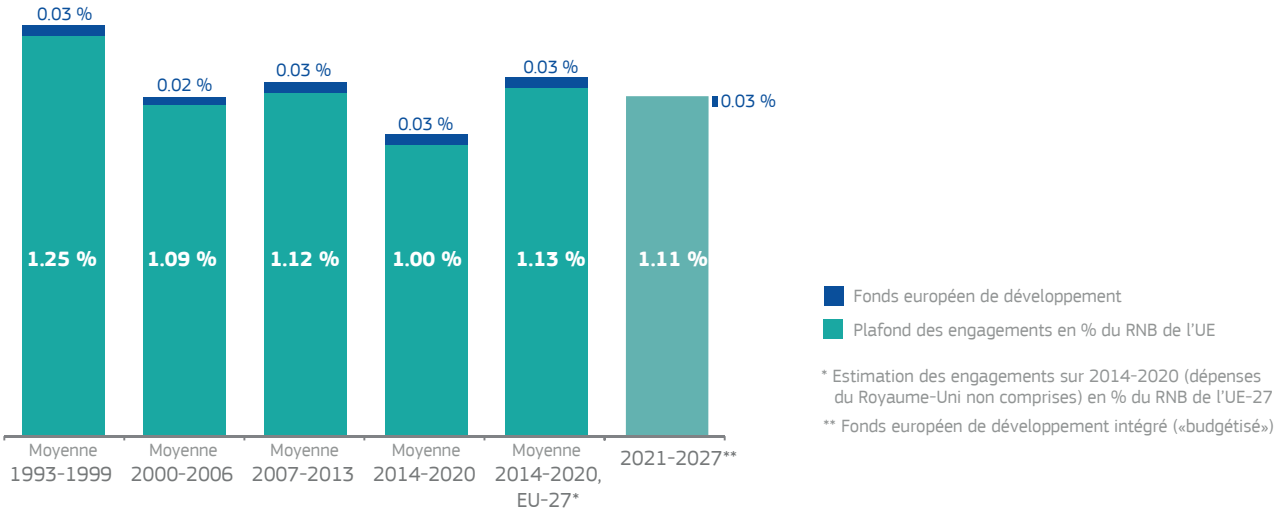
Le Conseil européen devrait confirmer la nécessité de disposer d'un budget à long terme **plus flexible** qui permette de réagir **rapidement, avec détermination et de manière efficace** dans un monde en rapide mutation, sur la base de l'architecture proposée par la Commission.

UN BUDGET ÉQUITABLE À LA HAUTEUR

L'équité est au cœur des propositions de la Commission, tant pour la façon de dépenser le budget de l'UE et la destination des crédits que pour le mode de financement de ce budget. Ce budget de l'Union doit être un budget pour tous les Européens, qui investit dans les domaines où il peut réaliser des choses que ne peuvent apporter les budgets nationaux.

La Commission a proposé un budget équivalent à environ 1,11 % du revenu national brut de la future Union à 27 États membres, soit une proposition qui établit un juste équilibre et qui est à la fois ambitieuse et réaliste.

Taille du budget de l'UE en pourcentage du revenu national brut (RNB)



Le principe d'équité doit s'étendre au financement du budget. La Commission a donc proposé un panier de nouvelles ressources propres possibles, choisies pour leur lien étroit avec les politiques européennes.

Modernisation des ressources propres existantes

- **Ressource propre fondée sur la taxe sur la valeur ajoutée :** simplifiée
- **Ressources propres traditionnelles (principalement les droits de douane) :** frais de perception réduits (de 20 % à 10 %)
- **Contribution fondée sur le RNB :** part réduite

Nouvelles ressources propres

- Assiette commune consolidée pour l'impôt **sur les sociétés**
- 20 % des recettes du système d'échange de quotas d'émission
- Contribution nationale fondée sur les déchets d'emballages **en plastique** non recyclés

Autres recettes
Seigneuriage (recettes affectées externes pour un nouveau mécanisme de stabilisation des investissements)
Recettes tirées du système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages

Aucun rabais
Mécanisme de suppression progressive sur une période de cinq ans
Relèvement du plafond de ressources propres
Du niveau actuel de 1,2 % du revenu national brut à 1,29 % du revenu national brut

Le prochain budget à long terme devrait permettre à l'Union de mettre en œuvre ses priorités avec efficience d'une manière **équitable pour tous**. Dans ce contexte, le Conseil européen devrait soutenir les travaux en cours sur la réforme du financement du budget de l'Union et s'accorder sur le principe de l'introduction de nouvelles ressources propres.

C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT AGIR

La conclusion rapide d'un accord sur le prochain budget à long terme permettrait à l'Union de se tourner vers l'avenir avec confiance. L'Union afficherait ainsi sa force et son unité à un moment crucial pour elle, et démontrerait sa capacité à agir pour protéger, donner les moyens et défendre. Cela devrait donner un coup de fouet à l'économie et éviterait des retards préjudiciables aux investissements essentiels, comme ce fut le cas en 2014.

Un accord conclu en temps utile permettrait:

- d'accélérer la **transformation numérique** de l'Europe, grâce à des investissements dans le calcul à haute performance, l'intelligence artificielle, la cybersécurité et les compétences numériques pour affronter la concurrence sur le marché mondial des technologies;
- de créer **des dizaines de milliers d'emplois dans le domaine de la recherche** dès 2021, et bien plus encore dans l'**économie générale**;
- de permettre à plus de **100 000 projets au titre de la politique de cohésion** de démarrer en temps utile;
- de permettre à **un million de jeunes** de bénéficier d'un échange Erasmus et de donner la possibilité à **40 000 jeunes** de s'engager dans des actions de solidarité dans toute l'Europe dès 2021;
- de soutenir les **start-ups et petites et moyennes entreprises** dans la réalisation de leurs investissements;
- de garantir le financement d'un certain nombre de grands projets d'infrastructure, tels que les **programmes spatiaux** européens, le projet **Rail Baltica** ou le **tunnel de base du Brenner**;
- de renforcer considérablement les **investissements en matière de défense** et d'accroître l'autonomie stratégique de l'Europe dans la protection et la défense de ses citoyens;
- **de soutenir le développement d'un système européen pleinement intégré de gestion des frontières, qui protège l'Union contre le trafic, la contrebande et la fraude**.

La Commission invite le Conseil européen à confirmer son objectif consistant à faire le plus d'avancées possibles sur le prochain cadre financier d'ici au sommet de Sibiu, qui se tiendra le 9 mai 2019. Un accord politique sur le nouveau budget à long terme devrait être dégagé par le Conseil européen en octobre 2019, ce qui permettrait son adoption par le Conseil avant la fin de 2019, après approbation du Parlement européen.

13-14 DÉCEMBRE 2018	9 MAI 2019	OCTOBRE 2019	FIN 2019
Conseil européen	**Sommet de Sibiu - avancées maximales**	le **Conseil européen** s'accorde sur le budget à long terme	**adoption** après **approbation** du **Parlement européen**